31 mai 1994, Québec

Conférence de presse

M. Parizeau: Jeudi, le 26 mai, Mme Frances Lankin, ministre du Développement économique de l'Ontario, a indiqué qu'en raison de demandes répétées venant de milieux d'affaires, un groupe de ministres incluant le premier ministre lui-même, le ministre des Finances et elle-même, commençaient à examiner comment, advenant que le Québec devienne souverain, l'intérêt des entreprises ontariennes pourrait être préservé et comment maintenir les rapports économiques qui existent depuis longtemps entre le Québec et l'Ontario. J'ai essayé de traduire « the longstanding economic relationship » parce que c'est assez intense, en anglais, comme formule.

Elle a souligné à quel point sont nombreuses les banques, institutions financières et entreprises manufacturières qui ont leur siège social et leur principale place d'affaires à Toronto, et des places d'affaires considérables au Québec. Les pressions des milieux d'affaires dont Mme Lankin fait état, je les ressens moi-même. Encore jeudi dernier, je dînai avec un banquier de Toronto, un vieil ami qui voulait – puisque nous avons décidé de garder le dollar canadien – discuter de l'organisation des opérations de sa banque au Québec. Cela n'a rien d'étonnant et trouve son répondant dans une des constatations fondamentales de la Commission Bélanger-Campeau. Les Québécois aussi veulent maintenir l'espace économique canadien et la liberté de circulation.

En réponse à Mme Lankin, et tout en reconnaissant le caractère sans doute un peu embarrassant pour elle de sa franchise, je m'engage, tout de suite après les élections – bien sûr si les Québécois nous ont fait confiance en nous portant au gouvernement -de constituer une équipe qui sera l'exacte réplique du groupe de ministres -ontariens et qui sera prête à discuter très rapidement du maintien de l'espace économique de l'Ontario et du Québec, de la libre circulation entre nous et de l'égalité de traitement de nos entreprises.

Je suis heureux qu'au milieu d'un débat, dont on conviendra qu'il est un peu véhément depuis quelque temps, que le sens commun et l'intérêt bien compris prévalent. Bien des Québécois, et depuis longtemps, pensent qu'il en sera ainsi, et nous n'avons qu'à nous féliciter de cette évolution.

Quant au premier ministre du Canada et à sa déclaration, hier, sur la souveraineté du Québec causant une hausse des taux d'intérêt avec toute sa kyrielle de conséquences pour les Canadiens et pour les Québécois, je lui dis: Déposez donc – comme je vais le faire dans un instant – déposez donc les chiffres et constatez donc simplement que si les taux d'intérêt vous paraissent trop hauts, c'est que vos efforts pour réduire le déficit ne semblent pas assez convaincants, pas plus que ceux de l'Ontario, d'ailleurs, et du Québec. Quand le secteur public d'un pays en est rendu à emprunter, ce qui est le cas, presque de 10 % de la production nationale année après année, y a-t-il quelqu'un qui peut penser que les taux d'intérêt vont être faibles?

Alors, voilà ce que j'avais à dire. Je vais demander que les deux graphiques vous soient présentés. Ce sont des graphiques assez intéressants sur l'évolution, depuis une longue période de temps, des taux d'intérêt. Vous constaterez que pour ce qui a trait aux

conséquences, disons, du débat politique au Québec sur les écarts de rendements des obligations du gouvernement du Québec -et ceux du gouvernement canadien, presque invariablement, les moments où ces écarts ont été les plus faibles ont été au moment où le Parti québécois était au pouvoir et, singulièrement, en 1979 et en 1980. Un ange passe. D'autre part, vous verrez que le graphique, quant aux écarts de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis, on remonte loin en arrière aussi, qu'effectivement un problème, j'allais dire plus permanent, apparaît quant aux écarts de taux d'intérêt depuis 1985, c'est-à-dire depuis l'époque où le gouvernement, canadien a réussi le tour de force, à lui tout seul, en 1984, d'emprunter la moitié de ses revenus. Il faut le faire, l'équivalent de la moitié de ses revenus totaux en 1984. Ça ne s'était pas vu souvent dans les pays dits civilisés. Effectivement, depuis ce temps-là, il y a un problème, on le voit bien. Mais enfin, voilà. Revenons à Mme Lankin, c'est un engagement que je prends; je crois qu'elle a mis le doigt sur quelque chose qui est très important pour les entreprises. Comme je l'ai dit dans mon texte, de plus en plus on vient maintenant me demander: Comment allez-vous procéder pour ceci, comment allez-vous procéder pour cela? Ça ne m'étonne pas du tout qu'en Ontario, des tas d'entreprises aillent la voir en lui disant: Bien alors, comment ça va fonctionner, au cas où?

Bien sûr, le lendemain, ou l'après-midi même je pense, elle a émis un petit texte pour dire: Mais, je ne mets pas en cause l'unité canadienne. Bien sûr, M. Rae, en revenant de voyage, a dit: Je ne mets pas en cause l'unité canadienne. On comprend tout ça, le problème n'est pas là. Il faut simplement reconnaître que notre intérêt, bien compris des deux côtés, nous amène des deux côtés à vouloir répondre aux mêmes questions et à essayer d'y répondre à peu près dans les mêmes termes. C'est sur le plan de l'égalité de traitement, de ce qu'on appelle le traitement national des entreprises, sur l'égalité de traitement, dans les deux cas, que se trouvent les voies d'une solution évidente. Tout ça est assez bien connu et je suis heureux, là, que ça chemine dans le bon sens.

M. Girard (Normand): Alors, M. Parizeau, si on vous comprend bien, vous ne retenez pas les propos de M. Rae, à son retour, quand il a dit que ce n'était pas exact qu'il existe un groupe de ministres ontariens et puis que Mme Lankin a admis avoir commis une gaffe. Est-ce qu'il a voulu camoufler la gaffe?

M. Parizeau: Je pense que... Vous connaissez les politiciens comme moi, voyons M. Girard, depuis tout ce temps-là. Ce que M. Rae a dit, c'est qu'il n'y a pas de plan; soit. Le problème n'est pas de savoir s'il y a un plan qui s'appelle un plan, le problème consiste à savoir s'il y a une préoccupation puis un certain cheminement. Et, dans ce qu'a dit Mme Lankin, c'est trop précis, il y a trop de choses... au Toronto Star, ou alors c'est trop articulé. On ne me fera pas croire que... Je comprends qu'un certain journaliste va avoir l'imagination assez fertile mais un journaliste ne peut pas inventer tout ça; il faut bien qu'il y en ait une bonne partie, puis je comprends que c'était embarrassant.

Je comprends que, pour beaucoup de Canadiens anglais, à l'heure actuelle, se dire: Nous commençons à voir comment ça pourrait marcher si le Québec devenait souverain, ils ont l'impression, à leurs propres yeux, des fois, d'être des espèces de traîtres à leur pays; alors, ce n'est pas facile pour eux ce cheminement-là, d'où mon allusion, tout à l'heure, dans mon petit texte, où je disais: Je comprends que ça peut être embarrassant pour elle, de l'avoir exprimé avec une franchise pareille. Mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, moi,

des deux côtés, à l'heure actuelle, les milieux d'affaires ont exactement les mêmes préoccupations. Comment ça va marcher?

M. Girard (Normand): Maintenant, vous n'avez pas commenté la déclaration qui a été faite par la Banque Royale...

M. Parizeau: Non, non, Montréal.

M. Girard (Normand): Montréal, la Banque de Montréal sur l'augmentation des taux d'intérêt et l'incertitude provoquée déjà par le débat?

M. Parizeau: Écoutez, on va attendre qu'elle effervescence encore un petit peu puis là, elle va perdre des clients, comme la Banque Royale, vous vous souvenez, puis là, le président de -la Banque de Montréal se présentera à une assemblée d'actionnaires en disant: je m'excuse d'avoir fait de la politique, j'ai perdu pas mal d'argent. Voyons, voyons. L'histoire de la Banque Royale pendant la campagne référendaire a réglé le sort des interventions de banques dans les affaires politiques: elles seraient mieux de ne pas s'en mêler; elles perdent des affaires, c'est tout ce que ça a comme impact.

Je comprends que la Banque de Montréal devait justifier l'augmentation de son « prime rate » de 0,25 %, qu'elle l'alignait avec les autres en préparation de ce qui pourrait se produire aujourd'hui si le taux des banques monte...

M. Girard (Normand): J'aurais une dernière question que je voulais vous poser. Est-ce que vous ne commencez pas, comme certains de nous autres – en tout cas, c'est mon cas – à être un peu tanné de voir Lucien Bouchard à la télévision, faire toutes sortes de déclarations concernant l'indépendance du Québec, comment ça va fonctionner après la souveraineté puis ainsi de suite, alors que lui, il est à Ottawa, puis c'est vous qui dirigez le Parti québécois à Québec?

M. Parizeau: Enfin, écoutez, c'est... je comprends très bien que M. Bouchard, engagé à Ottawa, comment je dirais... aux premières lignes de cet affrontement, doit, à certains moments, fournir un certain nombre de réponses sur la façon dont ça fonctionnerait. L'important là-dedans, c'est que nous gardions le contact que nous gardons, qui est excellent, et dans ce sens-là, comment dire, moi, je ne vois pas à l'heure actuelle, je ne vois pas vraiment de problème, et je constate simplement qu'il est sous une pression qui pour lui, qui sur lui, est très forte, très, très forte. C'est, comment dire, moi, c'est peu de choses que je connais ici à côté de ce qu'il connaît, lui, là-bas.

M. Girard (Normand): Mais aller promettre de construire des écoles pour les francophones à l'extérieur du Québec, à ma connaissance, je n'ai jamais entendu ça dans les 25 ans d'existence du Parti québécois ou 27 ans, jamais.

M. Parizeau: Non, nous avons, nous, comment dire, jusqu'à maintenant, plutôt mis l'accent sur des bourses d'étude pour les francophones hors Québec. Bon, bourses d'étude, mais d'un autre côté, on aurait pu, j'imagine, à l'époque où nous parlions beaucoup de réciprocité, on aurait pu aussi imaginer des choses comme celles-là. On verra, on verra, on ne va pas

commencer à faire, comment dire, des querelles d'école, il y en a déjà suffisamment comme ça.

Une voix: Michel David.

M. David (Michel): Oui. M. Parizeau, pour revenir au projet de plan de Mme Lankin, est-ce que vous avez appris ça en lisant The Toronto Star ou s'il y a des gens chez vous, officieusement ou officiellement, qui ont eu des discussions concernant ça avec quelqu'un plus ou moins proche de M. Rae?

M. Parizeau: Non, non. Ça, il faut bien comprendre, il n'y a pas de... Avec un parti qui est dans l'opposition, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de discussions qui aient un caractère officiel. Bien sûr, il y a des gens qui font la navette entre les, deux et qui font état de préoccupations, mais qui ne jouent pas de rôle officiel. Ce serait aberrant. Ce n'est pas imaginable. Moi, j'ai appris ça dans The Toronto Star. Et puis je vous avouerai que j'ai été tout à fait content de voir ça. J'ai demandé un peu de temps pour réfléchir. J'ai vérifié avec M. Brassard qui faisait une déclaration cet après-midi-là, seulement pour marquer l'importance de la chose. J'ai fait émettre un petit communiqué à la fin de l'après-midi de quelques lignes pour dire aussi que je trouvais ça fort intéressant. J'ai pris la fin de semaine pour réfléchir à ça. Ça rejoint tellement les préoccupations des milieux d'affaires des deux côtés que je me sens... C'est pour moi quelque chose de naturel, aujourd'hui, de dire: Bravo, Mme Lankin ! Allons-y ! Moi, je fais la même chose. On va se parler dès qu'on sera en situation d'être au gouvernement. Comptez sur nous pour organiser un groupe qui soit exactement le pendant du vôtre et d'ouvrir les discussions tout de suite. La vraie lutte à l'incertitude c'est dans des conversations comme celle-là. Ce n'est pas par des déclarations véhémentes, à l'heure actuelle, comme on en voit. Je commence à trouver qu'il y a bien des coups de gueules, si vous me passez l'expression un peu vulgaire, de ce temps-là. Ça n'aide pas ça.

M. David (Michel): Mais, M. Parizeau, est-ce que vous pensez sérieusement qu'avant le référendum le gouvernement ontarien va accepter comme ça d'entreprendre des négociations, alors que son intérêt va être, évidemment, d'amener les Québécois à voter non?

M. Parizeau: Moi, je suis convaincu qu'il va y en avoir. Comme plan B, ce ne serait que raisonnable. Un gouvernement doit être responsable au cas où... Mettez-vous du point de vue du gouvernement de l'Ontario. Les rapports entre nous deux... Toronto et Montréal vivent à certains égards comme les banlieues économiques l'un de l'autre. Simplement à titre de prudence, le gouvernement de l'Ontario, comme le gouvernement de Québec doivent se préparer. Quand bien même encore une fois, quand bien même ce ne serait qu'une sorte de préparation très non officielle, très plan B. On ne peut pas se dire qu'on va attendre le jour du référendum, puis là, tout à coup, on va commencer à réfléchir à la façon dont on procède. Ce n'est pas le comportement de gens raisonnables.

Évidemment, depuis un an ou deux au Québec on dit: Mais les anglophones ne seront pas raisonnables, mais les anglophones ont des états d'âme. Et tous les latins du Québec se disent: Extraordinaire ! Les anglophones ont des états d'âme. Bien, oui, c'est normal qu'ils aient des états d'âme, mais ils ont aussi des gouvernements, les anglophones. C'est normal qu'ils aient des états d'âme, puis c'est normal qu'ils aient des gouvernements. Puis, le rôle

d'un gouvernement c'est de prévoir les choses. C'est ça qui est en train de se produire, puis c'est très bien comme ça. C'est très bien comme ça, bravo !

M. Gauthier (Noël): Donc, même avec les remarques qu'on a eues de M. Chrétien puis M. Davidson de la Banque de Montréal – Davidson, oui – vous êtes en train de dire que toutes les discussions qu'on entame maintenant sur la souveraineté n'ont aucun effet sur les taux d'intérêt, les taux d'hypothèque, l'investissement à l'étranger, ici aussi au Canada, puis tout ça. Il n'y a aucun fait, toutes ces discussions-là sur tous ces facteurs-là?

M. Parizeau: Alors, regardez. C'est bien joli...

M. Gauthier (Noël): Non, je parle maintenant.

M. Parizeau: Non, non. C'est bien joli d'avoir des opinions puis de lancer des affaires en l'air. Là, je vous dis: regardez. Et quand quelqu'un vous dit le contraire, pourriez-vous lui demander ses chiffres? Écoutez, là, les intérêts, ce n'est pas des états d'âme. Les marchés financiers, ce n'est pas des états d'âme, c'est des chiffres, rendement des obligations à long terme l'écart Québec moins. Les points de base, là, on fait quelques petits commentaires. Il y a des affaires que je n'ai jamais comprises, par exemple, là-dedans. Pourquoi, en 1970, c'est aussi haut? Il y en a qui diront: C'est à cause des événements d'octobre. Et c'était presque aussi haut que ça dans les semaines qui ont suivi l'arrivée au pouvoir de M. Bourassa, comme si c'était un dangereux révolutionnaire. La moyenne des deux, bien, ça fait 170 points de base que vous voyez là. Pour moi, ça a été la dernière tentative du syndicat de noyer le marché, là, après l'élection de M. Bourassa, mais, enfin, passons. Après ça, ça retombe. En 1976, 90 points de base, remarquable ! 1977, 1978, 1979, l'année qui précède le référendum. C'est le plus bas taux jamais atteint au cours de l'époque contemporaine dans les taux de rendement entre le Québec et le Canada.

M. Gauthier (Noël): Sauf l'article de M. Jannard dans La Presse de samedi parle de l'écart entre les obligations du Québec et de l'Ontario.

M. Parizeau: O.K. D'abord, vous voulez l'Ontario? C'est exactement le même portrait. Puis, vous regardez les chiffres. C'est intéressant.

M. Gauthier (Noël): C'est le même portrait?

M. Parizeau: Sauf, à moitié chemin. Mais divisé en gros de moitié. C'est le même... Comment dire? La courbe de base, c'est la courbe canadienne. C'est là où est le plus gros marché des obligations. Je vous mets le Québec par rapport au Canada, ou le Québec par rapport à l'Ontario... On vous le fournira. C'est tout calculé, ces trucs-là. Pourquoi est-ce que ceux qui commentent ça ne sont jamais capables de sortir les chiffres, bon Dieu? Parce que les chiffres seraient embarrassants? Pourquoi est-ce qu'on est...

Vous êtes capables, quand vous voulez, dans vos journaux, de sortir des graphiques. Vous les sortez. Pourquoi est-ce que quand il s'agit des taux d'intérêt, vous n'êtes jamais capables de sortir des graphiques? Je ne comprends pas... Je comprends que le taux d'intérêt ait quelque chose de commun comme, comment dire, à évoquer devant tout le monde. Bien oui, comme le premier ministre du Canada, hier. On peut évoquer et les emprunts à la

banque et le crédit hypothécaire. Pourquoi est-ce qu'il ne sort pas ses chiffres? Parce qu'ils seraient embarrassants? En 1980, l'année du référendum, voulez-vous regarder à quel niveau il est, l'écart?

Une voix: 35

M. Parizeau: Et là, il va remonter. Il va remonter quand? Il va remonter en pleine récession. 1982. Et là, il va redescendre, toujours sous le Parti québécois, au fur et à mesure où l'économie du Québec remonte, pour tomber à quoi? À peu près à 40. Et regardez ce qui se passe depuis 1985. Pouvez-vous m'expliquer ça? Un gouvernement fédéraliste arrive au pouvoir et reste au pouvoir neuf ans et, pendant neuf ans, les « spreads », l'écart de rendement augmente. Expliquez-moi ça. Et, à l'heure actuelle, il est rendu à 108. Je le sais, qu'il est rendu à 108. Il monte depuis 1985. Et là, il y a des gens qui nous disent aujourd'hui: Ah ! ... à 108. Mais c'est dû aux séparatistes. Comment, c'est dû aux séparatistes? Ça fait neuf ans que les libéraux sont en place. Ça fait neuf ans que ça monte. Est ce qu'ils pourraient sortir leurs chiffres, au lieu d'affirmer n'importe quoi, sous prétexte que... Il n'y a pas que les politiciens qui font de la politique.

Une voix: M. Parizeau, je voudrais revenir sur la déclaration du président de la Banque de Montréal. Les préoccupations de M. Davidson semblaient porter davantage sur les huit à dix mois qui doivent s'écouler entre l'enclenchement de la souveraineté, du processus, et le référendum, après l'élection du Parti québécois.

M. Parizeau: Ça, c'est évident que c'est fort intéressant comme période. J'imagine, moi, quand je dis: Je la veux très courte, ça provoque un certain nombre de réactions. Je suis heureux de voir que le premier ministre du Canada est d'accord avec moi. Il faut que ce soit très court. Je suis convaincu, d'ailleurs, que le premier ministre de... que les gens de la Banque de Montréal seraient d'accord. Aïe, ça fait assez longtemps que je dis qu'il ne faut pas que ça traîne. Quand je disais ça, il y a quatre ans, on disait que je rêvais. Quand j'ai parlé de la troisième période devant vous, il y a quelques mois, de huit, dix mois, aïe, c'est tout un contraste avec ce qui s'est passé avant. À un moment donné, j'ai dit: Il y a des gens, dans mon entourage, qui aimeraient ça que ce soit encore moins de mois que ça. On a dit: Aïe, vous exagérez ! Puis là, tout le monde est en train de dire: Bien, le plus vite ça sera, le mieux ce sera.

Écoutez, moi, je vais me faire faire douce violence. Si vous trouvez que huit, dix mois, c'est trop long... Remarquez que j'ai besoin de huit, dix mois pour faire tout ce qu'il y a à faire. Mais quant à la date d'un référendum, tu sais, si vraiment la demande populaire est telle qu'on trouve que huit, dix mois, c'est trop long, on verra bien. Mais là, pour le moment, on reste à huit, dix mois. Ça va, là? Huit, dix mois, je trouve que c'est déjà pas mal rapide. Mais enfin, si vraiment tout le monde à genoux, les bras en croix me demande de faire ça plus vite...

M. Jobin (André): Sauf que vous aviez déjà décidé de raccourcir la période, M. Parizeau, puis vous êtes revenu à la case départ.

M. Parizeau: Je n'ai pas décidé ! J'ai toujours dit: Je dois faire très attention. Pendant à peu près un mois. Vous comprenez comme vous êtes rendus frénétiques. Aïe ! trois, quatre mois, ça fait une grosse différence. Puis c'est énorme, c'est gigantesque, mais c'est absolu. Aïe !

Aïe ! Aïe ! Aïe ! J'ai dit: Dans mon entourage, il y a des gens qui disent que peut-être que moins de mois, ça serait mieux. Alors là, il y a eu beaucoup de réactions, à ce moment-là. Ce n'était pas encore mûr. Alors, j'ai dit: Bon, bon ! Ça ne plaît pas, quelques mois? Très bien, huit, dix. On revient à huit, dix. Puis là, ça recommence. Les gens disent: Huit, dix, ah bien, c'est bien long ! Pourquoi ne pas faire ça plus court? Continuez de demander ! Demandez et vous serez exaucés ! Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise?

M. Séguin (Rhéal): M. Parizeau, vous avez parlé, tantôt, des réactions des milieux des affaires. Est-ce que vous croyez qu'il y a une manipulation qui se fait entre les partis politiques fédéralistes à Ottawa et le milieu des affaires, à ce moment ci, pour qu'ils interviennent plus vigoureusement comme ils l'ont fait dernièrement?

M. Parizeau: Non, je ne pense pas. Je crois que, à l'heure actuelle, peut-être pour la première fois, les milieux d'affaires commencent à considérer que le degré de probabilité est assez élevé pour que ça se produise. Certains, avant, l'ont vu. Je pense qu'il y a une sorte de sentiment, dans la communauté des affaires que – non, ce n'est pas la certitude, bien sûr – beaucoup, dans ces milieux-là, se consolent encore chaque fois qu'un sondage sort, qu'il y a une grosse différence entre souveraineté, indépendance, séparation, puis ils interprètent ça, puis ils se consolent. Mais il faut quand même... Écoutez, dans le milieu des affaires, il faut qu'on ait un plan B. Quand on commence à considérer que quelque chose devient plus probable, eh bien, on prépare le plan B. Et il est clair qu'à l'heure actuelle, il y a pas mal de gens qui sont en train de faire ça.

Une voix: Je vais poser une question.

M. Parizeau: Bien sûr.

Une voix: Ce fameux plan B, j'aimerais que vous nous situiez votre comité par rapport aux négociations qui ont cours actuellement sur, justement, la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux au Canada. Comment vous le voyez?

M. Parizeau: Nous sommes intéressés, et depuis longtemps, à ne pas brasser la cage sur ce plan. Ça, c'est un domaine, le statu quo. Tu sais, je ne veux pas de vastes négociations. Au moment où le Québec devient un pays souverain, je ne veux pas de vastes négociations économiques ou commerciales avec le reste du Canada. Ce qu'on veut, au fond, c'est de maintenir les rapports entre les provinces en l'état. Je sais bien qu'on pourrait aller plus loin. Je sais bien, par exemple, qu'on pourrait s'inspirer, comme on vient de le faire dans un cas spécifique, de l'entente canado-américaine de libre-échange et, ensuite, de l'ALENA, pour améliorer la circulation sur le plan des services, par exemple, ou sur le plan même de certains produits entre les provinces.

Mais n'anticipons pas, ne cherchons pas à aller trop vite. Dans un premier temps, il faut être capables de se rencontrer et de se dire: Bon, on maintient ça comme c'est. Et c'est, d'abord et avant tout, de ça dont les entreprises ont besoin, dans un premier temps. Plus tard, on verra. Dans les années qui suivront, on verra bien jusqu'où on peut davantage développer des négociations. Mais, pour ça, il faudra d'abord que la confiance soit revenue entre les groupes capables de dire: Écoutez, on garde la même monnaie. On va appliquer le fonctionnement de la clause dite – comment dire – du « national treatment », la cause...

Une voix: Du traitement national.

M. Parizeau: ... du traitement national, c'est-à-dire qu'une entreprise canadienne est traitée au Québec exactement de la même façon qu'en entreprise québécoise est traitée au Québec, et vice-versa. Cette clause du « national treatment », elle est très importante. Elle est maintenant à la base de la plupart des ententes commerciales, politiques, entre les gouvernements, qu'un certain calme soit revenu. Mais, dans un premier temps, qu'est-ce qu'on veut? on veut être avec lesquelles nous fonctionnons. Ça, les gouvernements doivent dire ça à leurs entreprises: Le traitement national sera appliqué. Encore une fois, c'est rien de très révolutionnaire, sauf qu'il faut que les gouvernements puissent converger et se dire: Voilà, voilà les règles du jeu. C'est ça qu'on va faire.

Une voix: C'est une sous-question. Les ministres sont, actuellement, en train de négocier là-dessus, avec un objectif du 30 juin prochain, donc ce que vous dites, c'est que si les provinces s'entendent entre elles, vous entendez maintenir ce qui sera négocié?

M. Parizeau: Non, non. Écoutez, les négociations auxquelles vous faites allusion, sont des négociations sur la façon dont les secteurs publics, pour certains achats, opèrent ou n'opèrent pas ensemble. C'est tout petit par rapport à ce que je viens de vous dire là, c'est tout petit ça. On parle essentiellement de certaines clauses des marchés publics entre les provinces. C'est une tout autre affaire, je vous assure, par rapport à la question soulevée par Mme Lankin, c'est vraiment pas très important. Si vous me parlez, par exemple, de la façon dont les banques à charte vont fonctionner dans deux pays, puis les compagnies d'assurances. Quand il y a deux pays, pour des entreprises qui sont vraiment, actuellement, pancanadiennes, il faut que les règles du jeu soient claires; et c'est là où National Treatment est absolument fondamental.

Une voix: En anglais?

Des voix: Rick, Rick.

Une voix: Je n'ai pas de question.

Une voix: Tu n'as pas de question?

Une voix: Mr. Parizeau can continue then. Une voix: We still have time so...

M. Authier (Philip): Mr. Parizeau, I want ask you two other little questions. One, we don't know whether Mr. Bouchard said this or did not say this, regarding the possible exodus of anglophones if Québec becomes sovereign. We don't putting that aside. Your opinion on this. Do you think that it would be an exodus of anglophones if Québec became sovereign?

M. Parizeau: Personnelly, I think what had to happen from that point of view happened in the seventies. I do not think there is going to be a sort of repeat exodus, I do not think so.

Une voix: It had to happen, sir?

M. Parizeau: Pardon me?

Une voix: Had to happen, sir?

M. Parizeau: No, what had to happen happened in the late seventies, but I do not see a repeat performance if one might use that awful word in that context, but there is no particularly.... I do not see it. I know that some people try to raise this issue rather often by all kinds of surveys of public opinion among youngsters, and that sort of thing. I am all aware of all this but I don't feel it all the way, the way it happened in the late seventies.

M. Gauthier (Noël) : Why is that? Is it that the people that were going to leave have left or why is that do you believe that?

M. Parizeau: Because the atmosphere has changed because we know each other all much better because in spite of all that the politicians have to say, we are probably much less suspicious collectively of each other than we were. You know, in spite of everything, Quebecers are pretty tolerant people and I would say that of Quebecers of both languages. We are pretty tolerant people. We... and I think we understand each other a lot more than we did in the late seventies, a great deal more, indeed we do. It does not mean that we all think the same thing, that is not what I am saying, but we understand each other much better.

Une voix: Yes, Mr. Parizeau, if we can just get a quick comment from you, sir, about what the government has done in terms of the Oka situation, giving the SQ a mandate to intervene? I just wandered...

M. Parizeau: I have not the foggiest idea. We are going to ask a question in the House in a few minutes, just to... and the question will be labelled quite simply: What is going on? I do not know at all what is going on. I have no idea. Some things or rather all... I did not know that, for instance, Mr. Sirros could require the services of the police, I thought it was Mr. Middlemiss who did that. I do not know what is going on. We will ask in the House.

Une voix: What should be going on, sir?

M. Parizeau: I cannot say what should be going on, if I do not know what is going on.
Une voix: As a possible Premier coming up, I mean, how would you handle the situation?
M. Parizeau: I do not know, I have had no report, remember? When the Mercier bridge started, we had... the situation was considered serious enough so that the leader of the opposition was, I would not say consulted by the government, but at least some people from the government would keep me posted. In this case, I have no idea.

Une voix: I want your opinion, sir, of what...

M. Parizeau: I cannot have an opinion on something I do not know anything about. Why is it that we are still talking about propriety rights over some parts of the golf in Oka? I thought that was the origin of the problem in 1991 and you mean to say that three years later, that has not been settled. I did not know that. Did you? The origin of the problem in Oka, in 1991, was that piece of land. I thought, after a crisis like this, that titles to the land had been settled. And suddenly, I realize from press reports that it is not and that someone is appointed to settle propriety rights on a piece of land that was supposed to have been settled three years ago. I do not know what is going on. Do not ask me.

M. Séguin (Rhéal): M. Parizeau.

Une voix: J'ai une question ici. Mon collègue de la CBC. Ce ne sera pas long Rhéal, je te...

M. Kelley (Mark): I just wanted to go back to where we started from, if we could. Just with your comments about Mr. Chrétien. I am wondering... Are you accusing him of using scare tactics or are you accusing him of even outright lying if he has not seen these figures which you seem to think are quite easily available?

M. Parizeau: It is not fathom. The man has been Minister of Finance, remember? No, no. He is trying to find a way out. And in that sense, he is giving explanations that one has to consider for what they are worth. But, but... I think he is coming in nicely. This idea that the question should be clear... Of course, the first formulation of the question was rather ridiculous. But, all right, why not. ... that the question should be settle by a vote. Very good. And now, that the vote should take place early. Very good indeed. It is all right. I mean, he is coming in, nicely. He is barking and kicking, sure. On things like interest rates, he needs scapegoats like anybody else. But he is coming in fine for the last week or so. Same thing with Mr. Johnson, last week, the integrity of the Québec territory. And then, the Québec problem would be settled by Quebeckers. Very nice. Look, it is coming in very well indeed, very well.

M. Relley (Mark): Can Jean chrétien, in any way, contribute to you moving up the referendum date?

M. Parizeau: Oh no. Not by himself. Oh no, no, no. Anything suggested by Chrétien I would be very worry of. Ha, ha, ha ! Indeed. No, no. I was responding to what one of you suggested though, a few minutes ago. By in large, except maybe for a month or so, I have been of this feeling that the referendum on sovereignty should take place something like eight or ten months after the election. That is the sort of time span that we need in any... to prepare everything. At one point, some people were saying: Maybe you should move this ahead a bit, a few months rather than eight or ten. And I wonder publicly about (?) at that point. A lot of people said: No, no, no that it is too early. Wait a minute, if everyone consider that is too early, let us go buy for eight or ten months. Now, if a lot of people want to put on the agenda again, moving ahead the date, I am ready to discuss that. ...the intervention of Mr. Chrétien. No, no, not really, it would take more nights...

Une voix: Do you think that it will be at a date before the...

M. Parizeau: No, at the present time that is the sort of time span that I still have them as a project. I think eight or ten months is the sort of realistic date of a referendum, eight or ten months after the election.

Une voix: In the spring 1995, then?

M. Parizeau: For advance, no. I want to coure on this until I know for sure, one, the election will take place in Québec. You know, it can be moved to... What is the latest date? November, 29th of November, I think. Until such time, as I know the date of the election in Québec, I will not put a date in 1995. ...will be in 1995, that sort of thing.

M. Séguin (Rhéal): Just... Peter corne, it is about Frances Lankin in Ontario, you said you would have a committee set up to paraille(?) ... How soon are we talking about? What king of a time for a committee in place to deal with?

M. Parizeau: I would say: This is so important. The staternent of Mrs. Lanking, even though... Of course, it was rather a sign of embarrassing(?). That statement by Mrs. Lankin is extremely significant. It has to do with the economic relationship of Québec and Ontario, that are really very important for both of us. I want to answer this by saying: As soon as we are elected, we are going to have exactly the saine group. In other words, the Premier, in their case, is a member, the Premier, here, will be. The minister of Finance, the Minister of Finance, here, will be also. And the Québec group will offer to start discussions on this maintenance of our economics links, maintenance of free circulation, maintenance of national treatment will set up right away. Just after the election, we will be ready to discuss these things to maintain them as they are. As they are, in the saure way we have committed ourselves to keep the Canadian dollar. What Mrs Lankin has expressed as a preoccupation, we also have. We will meet them as soon as we are in a position to do something about it.

M. Séguin (Rhéal): I have just one more question, sir. There seems to be an air of inevitability about all of this debate over the last few weeks. Every one seems to be assuming that you are going to win the next election and are already talking about the referendum. Certainly, this must be making you very happy to see that people are playing along those lines and discussing something that still has not... will only be held after the next vote, the next election itself.

M. Parizeau: You know, except that I... I feel that a lot of people are interested these days in the sovereignty of Québec in a tone and with references that, in terms of decibels, are a bit loud. I suppose that is inevitable. And maybe it is not a bad idea that some of that excitement should take place now, rather than further on down the line. But, as far as I am concerned, it does not change the significance that I give to the next election. The next election is fundamentally based on the idea that we have got to get that government out of office. We have got to have people realize what the Federal system costs them and then, afterwards, have a referendum on the sovereignty of Québec.

In other words, whatever is being said at the present time, no matter in the number of decibels in which it is said, our purpose will not change. The second period will be played as a second period and then, there will be a third period.

Une voix: Merci.